

[Imputation budgétaire]  
[Donnée 2]  
[Donnée 3]  
[Donnée 4]



Ministère de [...]

**Arrêté n° [...]**  
**refusant l'octroi d'un congé de longue durée**

**Le [La] ministre [...],**

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre VIII de la partie législative ;  
Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;  
Vu la demande de l'intéressé[e] en date du [...] accompagnée du certificat médical de son médecin ;  
(\*SELON L'ORIGINE DE LA DEMANDE\*)  
Vu la demande de l'administration en date du (à saisir) ;  
(\*SELON L'ORIGINE DE LA DEMANDE\*)  
Vu l'avis du conseil médical compétent en date du (à saisir) ;  
Considérant que (à saisir) (\*IL CONVIENT D'INDIQUER LE MOTIF DU REFUS\*),

**Arrêt[e] :**

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], n'est pas admis[e] en congé de longue durée. Les arrêts de travail délivrés à compter du (à saisir) sont à prendre au titre du congé de longue maladie.  
(\*SI L'AGENT(E) EST EN CLM\*)
- \*OU\*
- [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], n'est pas admis[e] en congé de longue durée. Les arrêts de travail délivrés à compter du (à saisir) sont à prendre au titre du congé de maladie.  
(\*SI L'AGENT(E) EST EN CM\*)
- Article 2** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.  
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
- Article 3** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]